

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 01/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INEOS DERIVATIVES LAVERA LPG (IDL - LPG)

6 Avenue de la Bienfaisance
13500 Martigues

D/SPR/GP/959/2023

Références : [D-1181-MRT-2023](#)

Code AIOT : 0006410379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement INEOS DERIVATIVES LAVERA LPG (IDL - LPG) implanté 6, Avenue de la Bienfaisance 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait pour thème le récollement d'un arrêté de mise en demeure. L'objectif était de vérifier que l'Exploitant avait bien respecté les prescriptions dudit arrêté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INEOS DERIVATIVES LAVERA LPG (IDL - LPG)
- 6, Avenue de la Bienfaisance 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006410379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site d'INEOS DERIVATIVES LAVERA (IDL) comporte des installations de fabrication de dérivés de

la pétrochimie (Oxyde Ethylène, Amines, Acétates, Ethers, Alcools Ethoxylés). Le site valorise l'éthylène fourni par l'établissement voisin Naphtachimie afin de fabriquer ces dérivés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement APMD étanchéité cuvettes O&L

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etanchéité cuvettes O et L	AP de Mise en Demeure du 17/01/2023, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été l'occasion de constater la bonne réalisation des travaux prévus afin de respecter la prescription concernant l'étanchéité des cuvette O et L du site, et permet ainsi de lever la mise en demeure du 17 janvier 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etanchéité cuvettes O et L

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société INEOS DERIVATIVES LAVERA SAS [...] est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral numéro 100-2004A du 2 août 2004 [...] en corrigeant le défaut d'étanchéité de la cuvette de rétention O et L.
Constats : <p>Partie en salle : L'exploitant a présenté en salle le rapport de tests d'étanchéité réalisés par ses soins. Celui-ci décrit l'objet du rapport, la mise en oeuvre des travaux, les résultats obtenus, et présente ses conclusions. D'après ce rapport, la surface de la cuvette de rétention et son emplacement ne permettaient pas de réaliser un test d'étanchéité par remplissage complet de la cuvette. L'Exploitant a donc dans un premier temps mis en place trois zones de test (au niveau des deux fosses et le long du caniveau). Ces tests ont permis à l'Exploitant de confirmer le défaut d'étanchéité avant travaux et de conclure à un niveau satisfaisant d'étanchéité après travaux. L'Exploitant a eu l'opportunité dans un second temps de réaliser un test complémentaire suite à un épisode orageux, qui conclut également à une bonne étanchéité de la cuvette (niveau d'eau présent dans la cuvette dans les 12 et 24 heures suivant l'orage conforme à la valeur théorique si bonne étanchéité de la cuvette). L'Exploitant a par ailleurs fourni les attestation de réalisation des travaux.</p> <p>Partie terrain :</p> <p>La visite de terrain a permis de constater la réalisation des travaux prévus par l'Exploitant. Ceux-ci concernaient le caniveau et les fosses. L'Inspection a par ailleurs constaté la reprise de fissures sur le sol ainsi que sur les voiles, et le traitement de passages de tuyauterie dans les voiles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet